

4. Le gouvernement a-t-il lui-même, indépendamment de la Société Radio-Canada, reçu des protestations?

5. Le gouvernement ou la Société Radio-Canada ont-ils reçu des instances de ministres fédéraux de la Couronne en qualité de membres ou de représentants de La Société des Amis de Maurice-L. Duplessis?

\*Question n° 94 par M. Howard—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Existe-t-il des bureaux de poste à commission dans les locaux de la *Hudson's Bay Company* au Canada et, dans le cas de l'affirmative, quel est le nom de chacun de ces bureaux de poste?

2. A l'égard de chacun de ces bureaux, a) quels sont le nom et l'adresse du maître de poste, la date de sa première nomination et de toutes autres nominations subséquentes, b) quel est son traitement mensuel et à quel endroit lui est-il adressé?

M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 106 par M. Martin (Essex-Est)—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Au cours de l'année financière 1960-1961 et de l'année financière 1961-1962 jusqu'à ce jour, quelles sommes globales a-t-on dépensées dans tous les ministères du gouvernement pour la protection civile, les mesures de survivance et d'urgence ainsi que pour les programmes connexes?

2. Quelle somme globale estimative dépensera-t-on dans tous les ministères du gouvernement durant l'année financière 1962-1963 pour la protection civile, les mesures de survivance et d'urgence ainsi que pour les programmes connexes?

Question n° 108 par M. Argue—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. La *City Construction Company, Limited*, de Vancouver détient-elle ou a-t-elle détenu un contrat avec le ministère des Transports en vue de l'aménagement d'un aéroport à Cold Lake (Alberta)?

2. Dans le cas de l'affirmative, a) quand les demandes de soumissions ont-elles pris fin, b) quand le contrat a-t-il été adjugé à la société susdite, c) a-t-on fait enquête sur la situation financière de la société avant de lui adjuger le contrat, d) a-t-on effectué des versements provisoires à la société et ces derniers étaient-ils fondés sur des déclarations statutaires et, dans le cas de l'affirmative, i) quels étaient les montants de ces versements et à quelles dates ont-ils été effectués, ii) le gouvernement possède-t-il encore ces déclarations statutaires?

3. A-t-on cessé, par la suite, de verser des paiements provisoires à la société et, dans le cas de l'affirmative, à quelle date et pour quelle raison?

4. Le ministère des Transports, ou l'un de ses fonctionnaires à Edmonton, a-t-il reçu des plaintes au sujet du défaut ou du retard de certains paiements à des sous-entrepreneurs de la part de la société et, dans le cas de l'affirmative, a) à quelle date a-t-on reçu pour la première fois une plainte ou un avis au sujet de ces infractions, b) quelles mesures a-t-on prises à ce moment et à quelles dates a-t-on pris ces mesures?

5. La société a-t-elle fait une ou plusieurs propositions, aux termes de la Loi sur la faillite et, dans le cas de l'affirmative, a) à quelles dates et quelle était la teneur de ces propositions, b) à quelle date a-t-on nommé un syndic selon les dispositions de la loi, quel est son nom et quel poste, s'il y a lieu, occupe-t-il avec la *Mercantile Bank*, c) le syndic a-t-il présenté aux créanciers un état